

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Révision de la liste électorale : les éclaircissements de Matha

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

LAMBERT-NOËL Matha, le ministre de l'Intérieur, en marge de l'annonce du lancement du concours national de l'arrondissement le plus propre, a indiqué hier que la liste électorale, dont la révision est imminente, pourrait accueillir 80 000 électeurs. Pour mémoire, 700 000 personnes sont actuellement inscrites sur cette liste. "Le travail, qui doit être fait en amont, a déjà été fait. Dès l'an prochain, les partis politiques, qui sont déjà informés de manière informelle, seront saisis. Ils savent, entre autres, que le Centre gabonais des élections (CGE) sera renouvelé. Je m'exprimerai officiellement sur le lancement de la révision de la liste électorale et le déroulement de cette opération. Le document élaboré en 2018 sera publié et affiché avant l'enrôlement pour y apporter les modifications nécessaires", a-t-il affirmé. La question de la révision de la liste électorale intéresse tout le monde, puisque le ministre



Lambert-Noël Matha sur la liste électorale : «Le travail, qui doit être fait en amont, a déjà été fait».

de l'Intérieur avait récemment reçu des responsables des partis de l'opposition. Et de souligner : "Je leur ai indiqué qu'il n'y a pas de vide institutionnel au Gabon. Notre pays dispose d'un corpus juridique en matière électorale et qui est l'émanation de la concertation entre les partis politiques à Angondjè. Accord qui a permis la naissance du CGE. Centre dans lequel se retrouvent la majorité et l'opposition. Je leur ai aussi rappelé que le

président de la République, Ali Bongo Ondimba, est le garant des institutions et qu'il est leur principal interlocuteur pour les questions d'intérêt général. Nous tenons à rappeler que le Gabon dispose d'une liste électorale permanente et fiable. Sa révision a pour objectif de tenir compte de nouveaux inscrits, de suivre ceux qui veulent changer de circonscription électorale et de retirer les noms de ceux qui sont décédés".

PDG/Dissolution du CPBP : les hiérarques font de la résistance?

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

CERTAINES habitudes auraient-elles la vie dure au Parti démocratique gabonais (PDG)? On pourrait le penser. D'autant plus que selon plusieurs indiscretions, bien que les congressistes aient adopté très largement le principe de la dissolution du Comité permanent du Bureau politique (CPBP) à l'issue du 12e Congrès ordinaire de leur écurie, plusieurs hiérarques membres de cet organe, feraient de la résistance pour éviter sa disparition. À cela, il n'y a rien d'étonnant, à vrai dire. Car, dans le fond, ils ont tout à perdre : privilèges, honneur, influence. Mais aussi et surtout, le contrôle de l'appareil dans leurs circonscriptions politiques respectives. Une perspective inimaginable, à leurs yeux. En réalité, à entendre les militants et militantes, les raisons ayant prévalu à la création du CPBP ne seraient plus d'actualité. Donc son maintien ne s'expliquerait plus vraiment. Ce d'autant plus que selon eux, celui-ci n'a guère prouvé son efficacité et son utilité. Doubé du fait qu'au fil des années, forts de leur statut, les membres du CPBP se sont érigés en véritables responsables du parti dans leurs localités respectives. En reléguant très sou-



Photo: DR

vent, sur fond de conflit avec les membres du Bureau politique, au second plan les secrétaires provinciaux, départementaux, communaux, d'arrondissement et fédéraux. Autant de responsables d'organes exécutifs locaux habilités à veiller quotidiennement, à leurs échelons respectifs, à la coordination, la supervision et au contrôle des activités du PDG. Bref, dans un contexte marqué par la rationalité de la gestion de leur formation politique et la mise en avant des valeurs de solidarité, l'unité et la cohésion des "camarades", le CPBP paraît plus qu'obsolète. C'est dire que l'agitation actuelle de certains "barons" sonne comme un combat d'arrière-garde, à rebrousse-poil des enjeux politiques actuels et à venir. Dans tous les cas, le Congrès étant, au regard des statuts du PDG, "l'organe suprême" de cette formation politique, on attend voir quelle suite sera réservée aux gesticulations de tous ces hiérarques.

Entre nous soit dit 2022 : démocratie dynamique et diplomatie conquérante

Teddy OSSEY*

LE cycle du temps qui est immuable va nous faire quitter l'année 2022. Nous avons à nous réjouir de ce que cet an de grâces nous ait fait quitter cette inquiétante perspective qui nous paraissait implacable par la Covid-19, avec son lot de désolation et d'affliction. Entre dispositions contraignantes et couvre-feu, notre horizon semblait inexorablement bouché. Au-delà de toutes les considérations, la Communauté nationale, sous la supervision vigilante des plus hautes autorités, est arrivée à surmonter ce spectre de l'horreur et de l'angoisse permanente. 2022 restera dans toutes les mémoires comme étant ce marqueur majeur qui, indiscutablement, verra le retour avec dynamisme et vigueur du chef de l'État Ali Bongo Ondimba tant sur le plan national que sur son rayonnement sur la grande scène internationale. L'affirmation de son leadership sur les questions environnementales de même que sur les préoccupations climatiques ont

vu l'auréole du Gabon toujours plus resplendissante et davantage célébrée. L'activité politique, tous bords confondus, aura été intensément confortée. Ce bouillonnement est à mettre au crédit des partis politiques, des partenaires sociaux ainsi que de la société civile. Alors, que dire de toutes ces conquêtes diplomatiques, qui sanctuarisent la haute estime et la grande considération du Gabon dans le concert des Nations ? Sans être exhaustifs ni laudateurs, nous pouvons, avec une fierté légitime, rappeler la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que l'adhésion du Gabon au Commonwealth qui vient flatter et assumer notre souveraineté. N'en déplaise aux sectateurs et autres jeteurs de sorts. L'histoire est désormais ainsi écrite. Empruntons une expression triviale qui veut que plus rien ne sera comme avant. L'Autorité s'est imposée de façon forte et ferme avec la

suspension abrupte du ministère des Travaux publics en prenant le temps d'y apporter les correctifs et les adaptations nécessaires... Face aux catastrophes naturelles qui ont touché le pays, le gouvernement sous l'impulsion du président de la République a su être réactif en apportant les solutions adéquates avec célérité et une résilience faite de proximité et de sincère compassion. 2022 est à son terme comme à son entame avec les trublions conscients réunis au sein du Copil citoyen qui n'ont cessé de tout revisiter en titillant la Cour constitutionnelle. Et ces clameurs "anti-casses" pour 2023 qui vont du ministre Pascal Houangni Ambourou au professeur Albert Ondo, nous renvoient à notre responsabilité individuelle et collective. Sur ce, Bonne année à tous. Bassé!

* Chroniqueur